

François Hollande tente de restaurer son autorité

LE MONDE | 03.01.2014 à 11h28 • Mis à jour le 03.01.2014 à 11h30 | Par Thomas Wieder

Les rentrées gouvernementales se suivent, mais elles ne se ressemblent que jusqu'à un certain point. Celle de janvier 2013 avait eu Jean-Marc Ayrault pour protagoniste. Au lendemain du Nouvel An, le premier ministre avait publié dans *Le Monde* une longue tribune dans laquelle il exposait sa conception du « *nouveau modèle français* ».

Le même jour, lors du premier conseil des ministres de la nouvelle année, il avait minutieusement détaillé la feuille de route des mois qui allaient suivre. Après des débuts difficiles à Matignon, il tentait là un second départ : sa tribune lui servait en quelque sorte de nouvelle déclaration de politique générale, six mois après celle qu'il avait prononcée devant les députés sans guère marquer les esprits. Quant à l'exposé de sa feuille de route pour le premier semestre, il était pour lui une façon d'imposer une fois pour toutes son autorité à un gouvernement jusque-là passablement frondeur.

Rien de tout cela cette année. L'impulsion vient cette fois de François Hollande. C'est lui qui, en profitant de ses vœux télévisés du 31 décembre 2013 pour proposer un « *pacte de responsabilité* » aux entreprises, s'est réservé la principale annonce de la rentrée. Lui qui, en choisissant de tenir le 14 janvier la troisième grande conférence de presse de son quinquennat, prive mécaniquement son premier ministre d'une exposition médiatique majeure en ce début d'année.

Ce qui est vrai pour les Français l'est aussi pour le gouvernement. Contrairement à ce qu'il avait fait l'an dernier, Jean-Marc Ayrault n'a pas prévu, vendredi 3 janvier, de profiter du premier conseil des ministres de 2014 pour dérouler l'agenda des mois à venir.

A l'issue de celui-ci, comme le veut la tradition, il présentera certes les vœux de son gouvernement au président, avant que celui-ci ne lui réponde. Mais ce n'est pas lui qui entrera dans le détail des considérations d'ordre prospectif. L'agenda des trois prochains mois doit être calé lors d'une réunion en petit comité vendredi après-midi à l'Élysée en présence du chef de l'État et du premier ministre. Un déplacement présidentiel à Toulouse le jeudi 9 janvier devrait être l'occasion d'éclaircissements sur les engagements de François Hollande en matière de simplification.

« DES ANNONCES SONT À ATTENDRE »

Pour le reste, il faudra attendre sa conférence de presse, le 14 janvier, pour laquelle l'Élysée assure que « *des annonces sont à attendre* ». Explication d'un ministre : «

L'imminence de la conférence de presse du chef de l'Etat rend caduc un discours de politique générale par le premier ministre quelques jours plus tôt. »

Préférant réserver de nouvelles annonces pour la mi-janvier, François Hollande devait principalement se contenter, vendredi, de « préciser devant son gouvernement ses engagements pris au soir des vœux », indique son entourage. Pour cela, son message devait avoir une « double finalité ». La première, explique un conseiller, consiste à « réaffirmer que la lutte contre le chômage est la priorité des priorités ». La seconde vise à convaincre les ministres que « l'enjeu n'est pas seulement économique mais qu'il est fondamentalement patriotique ». Autrement dit, qu'il s'agit ni plus ni moins que de « sauver le pays à travers la remise à flot de son économie et de son industrie ».

D'un strict point de vue politique, l'orchestration de cette rentrée par François Hollande obéit à trois objectifs. Le premier est de tourner la page d'un automne 2013 triplement délétère pour lui et son gouvernement. Autorité ruinée, d'abord : ce fut l'affaire Leonarda Dibrani, du nom de cette collégienne rom dont l'expulsion au Kosovo au mois d'octobre créa la panique au gouvernement avant de fragiliser le président quand celui-ci se fit défier par la jeune fille quasiment en direct à la télévision.

Lisibilité évanouie, ensuite : ce fut l'interminable vaudeville fiscal des derniers mois de 2013, jalonné d'annonces et de contre-annonces rendant incompréhensible la politique du gouvernement, et couronné par la révolte des « bonnets rouges » bretons contre l'écotaxe.

Efficacité mise en cause, enfin : ce fut la publication des mauvais chiffres du chômage, le 26 décembre, qui rendit inaudibles les explications alambiquées du gouvernement visant à établir que, malgré la hausse du nombre de demandeurs d'emploi, l'objectif d'inverser de la courbe du chômage avant la fin de l'année était bel et bien atteint.

L'AMBIVALENCE POLITIQUE DU « PACTE DE RESPONSABILITÉ »

Sur ces trois points, qui compteront nécessairement à l'heure des choix électoraux du printemps, qu'il s'agisse des élections municipales de mars ou des européennes de mai, le président veut profiter de cette rentrée pour faire oublier ses échecs de l'automne. En se mettant en première ligne pour annoncer de nouvelles réformes, définir la ligne et fixer l'agenda, c'est son autorité que François Hollande cherche à restaurer.

En promettant « à terme de baisser les impôts », comme il l'a dit le 31 décembre, il espère ensuite redonner de la lisibilité à sa politique, objectif imparfaitement atteint par le premier ministre lorsqu'il promet avant les fêtes une « remise à plat de la fiscalité », le caractère radical d'un tel projet risquant d'hystériser les esprits davantage que de les rassurer.

Enfin, en tendant comme jamais la main aux patrons, il s'arrange pour ne plus porter seul la responsabilité en cas d'échec en matière de baisse du chômage. C'est toute l'ambivalence politique du « pacte de responsabilité » proposé aux entreprises : dès

lors que l'Etat accède à l'essentiel de leurs revendications, elles auront plus de mal à s'en prendre à lui pour expliquer leurs réticences à embaucher.

Si la « *bataille pour l'emploi* », comme aime la nommer François Hollande, se solde par une victoire, alors il fera tout pour en revendiquer la paternité. En revanche, si cette « bataille » débouche sur un échec, au moins pourra-t-il dire qu'il a tout essayé pour la remporter.